

Raphaëlle Bacqué  
et Ariane Chemin

C'est une histoire folle ; mais une histoire qui ne pouvait arriver qu'à lui. Une histoire à la mesure de Dominique Strauss-Kahn, cet homme dont les talents multiples devaient lui permettre d'aspirer aux plus nobles ambitions, mais capable de les sacrifier aux plaisirs les plus triviaux. Un homme plus épris de sa liberté que de sa réputation, séduisant en diable mais inquiétant parfois de désinvolture. Le héros d'une aventure paroxystique qui l'a vu, en un mois et demi, favori de la bataille pour la présidence de la République française, puis soudain inculpé de viol, lundi 16 mai, menacé de finir sa vie en prison, avant d'espérer ce vendredi 1<sup>er</sup> juillet une nouvelle rédemption, grâce aux soupçons qui pèsent désormais sur son accusatrice, Nafissatou Diallo.

La vertu – ou le danger – des scandales, vus ou pas, c'est que lorsqu'ils passent sur un homme, ils le laissent nu. Disséqué. La vérité de ce qui s'est passé dans la suite du Sofitel de New York, le samedi 14 mai, n'éclatera peut-être jamais au grand jour. Mais « l'affaire » a braqué les projecteurs sur un personnage qui, malgré son rayonnement, avait jusque-là étrangement réussi à préserver ses secrets. D'un coup, DSK s'est retrouvé sous le scanner de l'opinion publique, mais aussi de ses proches. Ils voudront sans doute aujourd'hui taire cette psychanalyse de groupe qui les a occupés six semaines. Il n'empêche : ils ont passé des heures à ausculter leur champion sous toutes les coutures. Et eux aussi, par la même occasion.

De leur « lundi noir » jusqu'à leur « vendredi saint », les amis de Dominique Strauss-Kahn se sont retrouvés pour parler de « Lui ». Ensemble, pas à pas, ces élus, fonctionnaires ou anciens collaborateurs, grands patrons ou amis de la famille, ont écrit de manière informelle une enquête de personnalité, comme on dit dans le monde judiciaire. Refusant de hurler avec les loups, mais s'obligeant à un discret et tardif examen de conscience. En tête-à-tête ou à plusieurs, au café ou au vert dans leurs maisons de campagne, ils ont analysé le plan de la chambre d'hôtel du Sofitel et tenté de disséquer, minute par minute, le film de l'histoire. Tous fascinés par le vertige de sa chute, en quelques heures et en direct ; mais rarement certains que leur ami soit sans tache.

Seul « profil » – comme disent les enquêteurs – qu'ils se sont refusés à retenir : celui de l'homme violent. « Dominique a toujours fui le moindre conflit ! », rappelle l'un. « Il n'a jamais donné une fessée à ses enfants ! », jure l'autre. « Ce n'est pas un homme courageux », se moque un troisième. Et une parente, en guise d'ultime argument : « Forcer, contraindre ? Il est trop paresseux pour ça ! »

Avec passion, ils ont confronté ce qu'ils savaient – chacun – du personnage. « Je ne

sais pas quels ont été ses actes à New York, mais je sais quelle a été son action à Bercy et à Washington », raconte Stéphane Boujnah, qui fut son conseiller à Bercy et dirige aujourd'hui la banque Santander à Paris. Au magasin des meilleurs souvenirs, sa rapidité à emballer les technocrates les plus austères de Bercy, sa mémoire farouche, sa passion précoce pour la nouvelle économie californienne, cette manière de profiter de la crise pour faire du Fonds monétaire international (FMI), vieille institution décriée, le levier du sauvetage mondial et cette façon de faire comprendre la France au monde et le monde aux Français...

Aucun d'entre eux ne prétend brosser le portrait psychologique complet du héros, mais chacun possède un morceau du puzzle. « Dominique possède cette particularité de ne révéler à chacun que ce qu'il peut entendre », analyse Stéphane Boujnah. Chacun dans sa case, c'est la règle en strauss-kahnienne. « Sa liberté était plus importante que tout. Dominique a toujours considéré qu'il pouvait maîtriser son destin et mettre en place une organisation qui lui permettait de ne pas tout sacrifier, et dont il avait seul la carte », résume un député.

« On s'en sort toujours, avec de l'intelligence... »

Dominique Strauss-Kahn

Dans ce club hétéroclite, courant de l'économiste Jean Pisani-Ferry aux communicants d'Euro RSCG en passant par le directeur général de Cap Gemini, Paul Hermelin, chacun ne savait au fond de « Strauss » que ce qui convenait à son propre caractère et à ses valeurs. A François Villeroy de Galhau, l'ex-directeur du cabinet de DSK au ministère de l'économie, père de cinq enfants et militant d'une éthique chrétienne dans la finance, l'époustoufflant économiste, visionnaire et si rapide. A Ramzi Khiroun, le conseiller en communication qui pratique les textos codés et partage les secrets les plus indicibles, l'homme dont il faut démêler les embrouilles. Aux amis d'Anne Sinclair, sa femme, le chef de tribu convivial et joyeux des vacances familiales à Marrakech. Aux copains célibataires, le joueur amateur de femmes. « Je suis un caméléon », aime répéter Dominique Strauss-Kahn. A chacun, une facette et un seul morceau d'emploi du temps : « Toujours en retard », soupirent-ils en chœur, souvent venu « d'on ne sait où ». La dérobade comme un art.

Le petit cercle sait bien pourquoi l'histoire du Sofitel a « pris ». Pourquoi elle a paru crédible, malgré ses extravagances, ses zones d'ombre et le spectre d'un possible complot. « En Dominique, résume un membre de son courant, il y a le type le plus brillant de sa génération, mais il y a aussi Dark Vador », le versant noir des chevaliers de la Guerre des étoiles. Nafissatou Diallo rencontrant le patron du FMI, c'est

le hasard d'un planning de ménage croisant la fatalité d'un tempérament, le poison du doute instillé en terrain favorable.

L'incroyable fait divers révèle a posteriori les réelles fragilités d'un candidat et de son dispositif présidentiel. Trop de goût pour la jouissance et le risque. Une confiance en sa bonne fortune frôlant presque l'amoralité. Et, enfin, un entourage excusant toutes ses faiblesses. Même si la justice américaine le blanchit, l'épisode aura poussé DSK à un examen médical, révélant le squelette sous le costume.

Ce rapport aux femmes, d'abord, qui se trouve au cœur de toutes les suspicions. Dans le club strauss-kahnien, ce besoin insatiable n'était pas un tabou. On en riait même, à vrai dire. « Encore une », comptabilisaient les moins farouches quand leur patron leur faisait défaut au ministère de l'économie, dans les années 1990. « Il est parti faire une course », excusait, imperturbable, le prude François Villeroy de Galhau, sans faire illusion. Le sujet s'invitait même dans les conversations de patrons et hauts fonctionnaires qui gravitaient autour de lui. « Il a, en un mois, autant d'aventures que toi et moi nous en aurons en toute une vie », s'était vu obligé d'expliquer aux jeunes impétrants l'un de ses plus anciens conseillers. « Oui, j'aime les femmes... Et alors ? », assurait DSK à Libération, en avril.

Lorsqu'ils ont vu Anne Sinclair à ses côtés, aux portes du tribunal de New York, personne n'en a pourtant été surpris. Aucun ne doute qu'ils s'aiment profondément. « C'est un vrai couple », confirme Hélène Roques, sa jeune collaboratrice des années noires au conseil régional d'Ile-de-France, où il trouva refuge après sa démission du gouvernement de Lionel Jospin, en 1999. « Comme dirait Baudelaire, il a choisi une femme qui l'aime et le comprend », ajoute un autre. Ils ont observé mille fois Anne Sinclair feindre d'ignorer ses œillades aux femmes, les rafales de textos expédiées en plein dîner. Mais ils ont lu aussi les déclarations d'amour publiques qu'ils s'envoyaient l'un à l'autre, dans les moments difficiles, par communiqués à en-tête du FMI ou par blogs interposés. Ils refusaient de voir ce qu'il y avait d'atypique dans ce couple.

Sous le choc des images de leur « Dominique » menotté, ils ont recensé les alertes du passé. « Soyons francs : l'univers préféré de Dominique, c'est l'esthétique érotique d'Eyes Wide Shut », de Stanley Kubrick, se souvient une ancienne collaboratrice. A sa conseillère, Nina Mitz, il vante le *Da Vinci Code*, best-seller de Dan Brown, dont il raffole des messages cryptés, des machinations, des rituels occultes, des libertés prises avec la morale chrétienne. Un ancien collaborateur se rappelle s'être disputé avec DSK : il était outré que son patron puisse se lancer un jour dans la course à la présidentielle en cultivant un mode de vie aussi libertin. En 2003, *Le Nouvel Observateur* raconte qu'un « ministre » participe à une soirée échangiste. Le collaborateur s'inquiète alors devant Dominique

Strauss-Kahn d'une possible imprudence et le conjure de s'assagir. « Tu dis ça parce que tu es jaloux ! », badine l'intéressé, serein. « Depuis des années, on parle de partouzes géantes, dira-t-il plus tard dans Libération. Mais je n'ai jamais rien vu sortir... »

Après l'alerte du *Nouvel Observateur*, ceux qui ne l'avaient pas encore compris saisissent que leur chef n'est pas un simple jouisseur. Il a la passion du jeu. « Il ne joue pas seulement aux échecs avec son ordinateur. Il joue avec le feu », note un membre de sa famille. Deux fois déjà, dans le passé, il a cru sa carrière brisée. En novembre 1999, il est forcé de démissionner de son poste de ministre des finances à la veille d'une mise en examen dans une affaire d'emplois fictifs à la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF). Puis, en octobre 2008, après la révélation de sa liaison avec une économiste hongroise du FMI, Piroška Nagy. Chaque fois, il a été absous. Sa phrase fétiche : « On s'en sort toujours, avec de l'intelligence... »

Même si elle est consentie, comme l'affirme la défense, sa relation avec une femme de chambre du Sofitel, après tous ses conseils de prudence à son équipe de campagne, et alors même qu'il allait se déclarer candidat à la primaire, a rappelé aussi son goût du risque. « Son principe de vie, c'est : je fais du vélo sans les mains, même pas mal », résume Stéphane Boujnah. Au ski, avec ses amis et ses anciens collaborateurs, il aime ouvrir la voie hors piste, dans les couloirs d'avalanche. « Le pire, c'est qu'on l'y suivait », reconnaît une de ses proches.

C'est l'autre faille du système Strauss-Kahn : le rallié complice de tous ses collaborateurs. « Qui étions-nous, pour lui dire de faire attention ? On n'osait pas », confesse un député. Lorsqu'il est nommé à Washington, ils ne sont que trois ou quatre à le mettre en garde. « Là-bas, fait gaffe, et en Afrique encore plus », tente pour la première fois de sa vie un élu. « Je sais, balaie DSK. Aux Etats-Unis, il ne faut même pas prendre l'ascenseur avec une fille. Après, elle déchire son chemisier, elle dit que tu l'as violée et elle gagne. » Sa seconde femme, Brigitte Guillemette, insiste elle aussi. Il s'agace, puis boude. Deux exceptions.

Car autour de lui s'est constituée une garde rapprochée qui, au prétexte de le protéger, évite de le sermonner, quand elle n'est pas devenue « complice ». A sa tête, Ramzi Khiroun. Le jeune Sarcellois s'est rendu indispensable en 1999, en fournissant – grâce à de précieuses relations chez les paparazzis, au barreau et dans la police – les procès-verbaux du dossier d'instruction qui menaçait alors DSK : celui de la MNEF. Le futur porte-parole du groupe Lagardère fait le siège de Dominique Strauss-Kahn, s'installe, s'impose. Voit tout, en joue : son adresse mail sonne comme un défi, « curieuxdesyeux@... »

A Hélène Roques qui s'en émeut, l'avocat Jean Veil commence par conseiller : « Fous-le dehors ! », avant de se raviser, bluffé par l'entregent du jeune homme. Lors-

que Pierre Moscovici s'inquiète à son tour, un jour de campagne électorale dans le Doubs, de l'influence grandissante de Ramzi Khiroun, Anne Sinclair le coupe sèchement : « Dominique ne le lâchera jamais. Il a été là lorsque nous étions au fond du trou. »

Les favoris se comptent sur les doigts de la main. L'interventionniste patron d'Euro RSCG, Stéphane Fouks, pour la communication. Le laconique Gilles Finchelstein pour les études et les idées. Anne Hommel, pour contrôler la presse. Jean-Christophe Cambadélis, pour le parti. En appont de Ramzi Khiroun, pour les opérations spéciales et délicates, le député Jean-Marie Le Guen. Et pour les banlieues et les secrets de Sarcelles, François Pupponi, le maire de la ville. « Il y a parfois chez DSK un manque de discernement sur son entourage », souligne Stéphane Boujnah. *Cinquante personnes l'ont alerté sur le côté trop fermé de son équipe.* Jusqu'à l'épisode de New York, en vain...

Enfin, lorsqu'il faisait encore figure, à gauche, de favori des sondages, DSK était parvenu à écarter les interrogations sur son train de vie, toujours embarrassantes pour un candidat du PS. Il redoutait les photos volées de son somptueux ryad à

« Son principe de vie, c'est : je fais du vélo sans les mains, même pas mal »

Stéphane Boujnah  
ancien conseiller de DSK

Marrakech, le signalement de sa vaste résidence, place des Vosges, le prix de sa jolie maison de briques à Washington. Les obligations de sa défense et de son assignation à résidence dans un appartement de 600 m<sup>2</sup>, loué 50 000 dollars mensuels, ont révélé d'un coup l'ampleur de la fortune de sa femme, achevant de choquer l'opinion.

Un retour en arrière est-il possible, si Dominique Strauss-Kahn bénéficie d'un non-lieu ? Ses amis le pousseront-ils à revenir en politique, eux dont les rêves, les projets et les ambitions s'étaient d'un coup écrasés au sol le dimanche 15 mai, devant les images de Dominique Strauss-Kahn menotté, visage fermé, à la sortie du commissariat de Harlem ? « Bien sûr que tout est possible », triomphait, vendredi 1<sup>er</sup> juillet, François Pupponi.

L'incroyable scénario qui s'est déroulé à New York oblige pour la deuxième fois le petit cercle à une difficile gymnastique. Depuis un mois et demi, ils s'étaient surpris, navrés, à psychanalyser leur héros à l'imparfait, désacralisant tout ce en quoi ils avaient cru. A nouveau, en quelques heures, ils doivent conjuguer Dominique Strauss-Kahn au présent, voire au futur. Vendredi, soucieuse de tirer parti de cette thérapie familiale, la députée (PS) Marisol Touraine mettait en garde ses amis : « On ne revient pas au statu quo ante. » ■

# personnalité

## Quand le patron du FMI écrivait lui-même le scénario de sa chute

JEUDI 28 ET VENDREDI 29 AVRIL, place des Vosges. Le patron du Fonds monétaire international (FMI) est de passage à Paris et prépare son entrée en campagne. C'est là, chez lui ou dans les salons d'hôtels alentour, qu'il reçoit sa garde rapprochée. A son agenda officieux, ces deux jours : François Pupponi, le maire de Sarcelles, Ramzi Khiroun, le porte-parole du groupe Lagardère et son conseiller de l'ombre, et Claude Bartolone, ex-fabiusien, ex-aubryste, une de ces voix chargées de prouver dans les médias que Dominique Strauss-Kahn peut rallier des troupes.

Voilà six mois déjà que François Pupponi trouve son ami « parano ». DSK, d'habitude si désinvolte, si imprudent – à

Washington, il avait été capable d'envoyer des e-mails à la Hongroise Piroška Nagy ! –, se méfie désormais de tout et de tout le monde. Quand ils se rencontrent, il veut que le maire de Sarcelles « enlève la batterie » de son portable, comme le font « les gars du FLNC », lui fait remarquer François Pupponi, sidéré. « Enfin, Dominique, on ne va pas faire sauter la Banque de France, on va juste prendre l'Elysée ! », s'étonne le député sarcellois.

« Imprudent »

Ce 28 avril, DSK baisse gravement la voix : « Le Russe du FMI veut me faire tomber avant que je ne démissionne. Poutine est derrière, à la manœuvre. » Quelques

heures plus tôt, il a déjeuné avec des journalistes de Libération, fascinés eux aussi de voir le futur candidat abandonner son téléphone privé au vestiaire, pour ne garder que le portable crypté du FMI dans sa veste : cette fois, il s'inquiète d'être écouté « par Claude Guéant », le nouveau ministre de l'intérieur. Devant ces journalistes, il se met même à imaginer à voix haute une sombre histoire de « femme violée dans un parking à qui on promettrait 500 000 ou 1 million d'euros pour inventer une telle histoire ».

Le lendemain, pavillon de la Reine, place des Vosges, à quelques mètres de l'appartement des Strauss-Kahn. Cette fois, c'est Claude Bartolone qui a été convié à

rencontrer le futur candidat à la présidentielle. « Je veux partir proprement du FMI », après avoir géré la crise grecque, dit DSK à son nouvel allié. « Faites attention à vos déclarations, insiste-t-il, et ne mets pas mon nom sur ton agenda. » Puis, de nouveau suspicieux, il confie au président du conseil général de Seine-Saint-Denis : « Certains ont intérêt à ce que je sois viré du FMI. Les Russes sont les plus intéressés par ça, et Poutine est proche de Sarko... »

« Traumatisé », « Barto » sort de l'hôtel habité de l'étrange sentiment d'être entré « dans une société secrète ». Pas davantage que Ramzi Khiroun ou François Pupponi, il ne sait que, la veille au soir, sur la même place, DSK a été pris en photo dans cette

Porsche de fonction du groupe Lagardère, dans laquelle le patron du FMI voulait absolument faire un tour. Quand deux semaines plus tard éclate le « scandale » du Sofitel, le trio ressassé les imprudences de la place des Vosges, chacun comparant sa version à celle du voisin.

« C'est incroyable. Il nous avait quasiment écrit le scénario du film, soupire François Pupponi. Il nous avait raconté sa chute à l'avance. » Et Claude Bartolone ajoute : « Comment un type qui a tellement l'impression d'être surveillé peut-il être à ce point imprudent ? Comment peut-il y avoir un tel hiatus entre ce qu'on dit et ce qu'on vit ? » ■

Rle B. et Ar. Ch.

Revue **X**  
Réintroduire la poésie dans le débat

Sartre écrivait, en 1947, dans *Qu'est-ce que la littérature?* : « La prose se sert des mots, la poésie sert les mots. » Pourquoi une telle distinction ? Si le romancier ou l'essayiste se servent des mots pour désigner des objets (réels ou imaginaires), le poète fait des mots eux-mêmes ses véritables objets. Reste que le rôle de l'écrivain était, selon Sartre, de « dévoiler » le monde, autrement dit d'agir sur lui afin de le changer. Ainsi confinée dans un jeu gratuit avec le langage, la poésie échappait à l'impératif d'engagement qui allait dominer la littérature pour longtemps. A quoi bon des poètes en un temps de détresse ? Réintroduire dès lors la poésie dans ce que l'on nomme le « débat », tel est le but que se fixe la revue *Po&sie*, dont le dernier numéro livre une magnifique illustration. Démocratie et musique en sont les deux fils conducteurs – l'une et l'autre ne relèvent-elles pas, comme la poésie, d'un art de la composition ?

On s'étonnera peut-être du caractère éclectique des articles ici rassemblés ; c'est au contraire l'ambition que se fixent les membres de la revue, leur absolue confiance dans les pouvoirs de la langue lorsque celle-ci « sert les mots », qui séduira le lecteur. Car les poèmes de Paul Celan, de Petr Král, de Giorgos Veltos, ou de Laurent Zimmermann, situés au centre du numéro, y sont bordés par deux grands domaines où les poètes ont bien leurs mots à dire.

Walt Whitman (1819-1892), auteur des célèbres *Feuilles d'herbe*, offre peut-être le meilleur exemple d'un poète révélant à son pays, les Etats-Unis, les idéaux politiques, sociaux et culturels qui sont les siens. Jean-Paul Auxéméry, traducteur de son essai intitulé : *Perspectives démocratiques*

Belin **Po&sie**  
n° 135  
Belin  
142 pages  
20€

ques (*Democratic Vistas*), récemment paru chez Belin (144 p., 18 euros), rappelle que Walt Whitman voyait dans la démocratie un processus à peine entamé encore. Il revenait au poète d'écrire l'épopée de cet idéal politique et communautaire à venir, d'en révéler la conciliation possible entre la nécessaire liberté de chacun et la « tout aussi nécessaire cohésion sociale ».

Dans un passionnant article traduit d'un essai sur ce qu'elle nomme « l'intelligence des émotions », la philosophe américaine Martha Nussbaum décrit cette « démocratie de l'amour ». L'« acquiescement amoureux à la chair » en est le principal ressort, faisant ainsi du corps la base même de l'égalité. Car la honte suscite un contrôle social violent dont sont victimes tous les hommes, à commencer par les femmes elles-mêmes, tant la misogynie a ses racines dans un profond dégoût à l'égard du corps. Avec Whitman, il revient au poète de replacer les émotions au cœur de l'utopie sociale et politique qu'incarne la démocratie, dont Jean-Luc Nancy montre, s'inspirant d'Heidegger, qu'elle est « pouvoir de tous en tant qu'ils sont ensemble, c'est-à-dire les uns avec les autres » (« avec » ici n'est plus simple égalité, mais « partage du sens »).

Et la musique dans tout cela ? On a pu voir un avenir possible de la poésie, mais ne risque-t-elle pas de diluer celle-ci dans l'industrie du divertissement ? La première partie d'un entretien avec le grand poète italien Andrea Zanzotto montre que toutes les musiques – l'opéra, la bande-son – la nava va de Fellini, aussi bien que les Beatles – sont ici concernées, lorsque celles-ci ne se limitent pas à une « bouillie verbale ». Pour preuve, le *cante jondo* andalou qu'analyse Georges Didi-Huberman, survivance d'un antique art de la plainte, où les mots chantés se font expression du « corps pathétique », gémissent de la peine exhalée. La poésie y vise bien à servir les mots, mais au service d'une expression partagée par tous. ■

Jean-Louis Jeannelle

Le pouvoir non démocratique des financiers et des agences de notation impose à la Grèce ou au Portugal des politiques de rigueur à l'efficacité incertaine et même dangereuse  
**L'euro fait tomber l'Europe**

Quand, en 1941, Altiero Spinelli, Eugenio Colomi et Ernesto Rossi signèrent le fameux Manifeste de Ventotene, ils appelaient à une « Europe libre et unie ». La déclaration de Milan qui suivit en 1943, fondant le Mouvement fédéraliste européen, réaffirma cet engagement pour une Europe unie et démocratique. Tout cela s'inscrivait dans le prolongement naturel de la quête démocratique de l'Europe inaugurée par le mouvement européen des Lumières, qui, à son tour, inspira le monde entier.

C'est pourquoi il est très affligeant que l'on soit aussi peu inquiet du danger qui menace aujourd'hui le régime démocratique de l'Europe, lequel se manifeste insidieusement par la priorité accordée aux impératifs financiers. La tradition du débat public démocratique est sapée par le pouvoir incontrôlé que détiennent les agences de notation qui de facto dictent aux gouvernements démocratiques leurs programmes, souvent avec le soutien d'institutions financières internationales.

Il convient ici de distinguer deux enjeux différents. Le premier concerne ce que le journaliste et économiste Walter Bagehot (1826-1877) et le philosophe John Stuart Mill (1806-1873) considéraient comme la nécessité d'un « gouvernement par le débat ». Tant que les gardiens de la finance entretiennent une vision réaliste des actions qui s'imposent, l'espace public démocratique doit leur prêter l'oreille la plus attentive. C'est important !

Mais cela ne signifie pas qu'on doive leur accorder le pouvoir suprême ni qu'ils puissent dicter leur loi à des gouvernements démocratiquement élus, sans que l'Europe exerce aucune résistance organisée. Le pouvoir des agences de notation ne peut être contenu et encadré que par des personnalités politiques exerçant un pouvoir exécutif au niveau européen. Or pour l'heure, un tel pouvoir n'existe pas.

Deuxième point, on voit mal en quoi les sacrifices imposés par ces chevaliers de la finance à des pays en difficulté constituent le remède décisif pour assurer la pérennité à long terme de leur économie, ni même que ces sacrifices soient en mesure de garantir celle de la zone euro dans le cadre non réformé d'un système financier intégré et d'un club de la monnaie unique à la composition inchangée.

Le diagnostic des problèmes économiques tel que l'établissent les agences de notation n'a en rien le statut de vérité absolue, contrairement à ce que ces dernières prétendent. Pour mémoire, le travail de certification des établissements financiers et des entreprises accomplis par ces agences avant la crise économique de 2008 était si lamentable que le Congrès américain a envisagé d'engager des poursuites contre elles.

Puisque désormais une grande partie de l'Europe s'efforce de juguler au plus vite les déficits publics par le biais de coupes claires dans les dépenses publiques, il est essentiel d'étudier avec réalisme quelles seront les répercussions des mesures adoptées dans ce but, tant sur le quotidien des gens que sur la création de recettes publiques par la croissance économique. Ce qui manque à l'heure actuelle, outre un projet politique plus ambitieux, c'est une réflexion économique plus développée sur les effets et l'efficacité de cette stratégie de réduction maximale des déficits dans « le sang, la sueur et les larmes ».

La noble morale du « sacrifice » a incontestablement des effets grisants. C'est la philosophie du corset « ajusté » : « Si madame est à l'aise dans celui-ci, c'est certainement qu'il faut à madame la taille en dessous. » Mais si les appels à la rigueur financière se traduisent trop mécaniquement par des compressions brutales et drastiques, on risque non seulement d'imposer plus de privations que nécessaire, mais aussi de tuer la poule aux œufs d'or de la croissance.

Cette tendance à ignorer le rôle de la croissance dans la production de recettes publiques devrait faire partie des pre-



**Amartya Sen**

Economiste

Né en 1933 en Inde, professeur à Harvard, il a été le premier universitaire asiatique à diriger un des collèges de Cambridge. Il a reçu le prix Nobel d'économie en 1998 pour ses travaux sur la famine, les mécanismes de la pauvreté et la démocratie comme « raisonnement public ». Président honoraire d'Oxfam, il a récemment publié « L'idée de justice » (Flammarion, 2010) (PHOTO AFP)

miers sujets à passer au crible de la réflexion critique et ce, de la Grande-Bretagne à la Grèce.

En Grande-Bretagne, il faudrait ainsi s'interroger sur la pertinence des mesures initiées par le gouvernement (sans que le débat public ait été vraiment encouragé, d'ailleurs), tandis qu'en Grèce, ce sont des mesures imposées de l'extérieur qui sont mises en cause, dans un pays dont les marges de manœuvre pour contester les injonctions des caïds de la finance sont des plus minimes.

Ces réductions budgétaires poussées à leur maximum risquent de diminuer les dépenses publiques autant que les investissements privés. Si cela se traduit également par une réduction des stimuli de croissance, les recettes publiques pourraient, elles aussi, chuter douloureusement.

Le lien qui unit croissance et recettes publiques a été amplement observé dans de nombreux pays, de la Chine au Brésil en passant par les Etats-Unis et l'Inde. Là encore, des leçons sont à tirer de l'Histoire. De nombreux pays affichaient à la fin de la seconde guerre mondiale une lourde et préoccupante dette publique ; mais une croissance économique soutenue a permis d'alléger rapidement ce fardeau. De même, les déficits colossaux que trouva Bill Clinton à son entrée en fonctions en 1992 fondirent sous sa présidence sous l'effet, en grande partie, de la rapidité de la croissance.

Comment certains pays de la zone euro se sont-ils retrouvés dans une situation aussi calamiteuse ? La décision saugrenue d'adopter une monnaie unique, l'euro, sans plus d'intégration politique et économique a certainement joué son rôle dans

cette crise, au-delà même des irrégularités financières commises par des pays comme la Grèce ou le Portugal (au-delà, également, de cette culture de « l'excès d'honneur » qu'a soulignée à juste titre l'ancien commissaire européen Mario Monti, et qui dans l'Union européenne permet à ces irrégularités d'être commises impunément).

A leur décharge, le gouvernement grec, et en particulier son premier ministre Georges Papandréou, font tout ce qu'ils peuvent envers et contre les résistances politiques, et il faut aussi saluer leurs

« Ces réductions budgétaires poussées à leur maximum risquent de diminuer les dépenses publiques autant que les investissements privés »

efforts pour sortir la Grèce de cette culture de la corruption qui gangrène les entreprises et les relations économiques.

Cependant, ni les bénéfiques à long terme des profondes réformes entreprises par la Grèce ni la bonne volonté douloureuse d'Athènes de satisfaire aux exigences des gardiens de la finance internationale ne dispensent l'Europe de s'interroger sur la pertinence des conditions – et du calendrier – imposés à la Grèce.

Aujourd'hui, l'austérité présente aux yeux des financiers des attraits de court terme ; mais il n'est pas certain du tout

que ces gardiens perçoivent avec netteté comment la Grèce pourra renouer avec la croissance, quand pour l'heure elle connaît une récession plutôt brutale. Outre le freinage de l'économie induit par ces énormes compressions budgétaires menées dans le but de maintenir à tout prix l'appartenance de la Grèce à la zone euro, les caractéristiques mêmes de l'euro tiennent les biens et services grecs à des prix élevés et souvent non compétitifs sur les marchés internationaux.

C'est pour moi une piètre consolation de rappeler que j'étais fermement opposé à l'euro, tout en étant très favorable à l'unité européenne pour les raisons qu'Altiero Spinelli avait soulignées avec tant de force. Mon inquiétude venait notamment du fait que chaque pays renonçait ainsi à décider librement de sa politique monétaire et des réévaluations des taux de change, toutes choses qui, par le passé, ont été d'un grand secours pour les pays en difficulté. Cela permettait de ne pas déstabiliser excessivement le quotidien des populations au nom d'une volonté acharnée de stabilisation des marchés financiers. Certes on peut renoncer à l'indépendance monétaire, mais quand il y a par ailleurs intégration politique et budgétaire, comme c'est le cas pour les Etats américains.

La formidable idée d'une Europe unie et démocratique a changé au fil du temps et l'on a fait passer au second plan la politique démocratique pour promouvoir une fidélité absolue à un programme d'intégration financière incohérente. Repenser la zone euro soulèverait de nombreux problèmes, mais les questions épineuses méritent d'être intelligemment discutées (l'Europe doit s'engager démocratiquement à le faire) en prenant en compte de façon réaliste et concrète le contexte différent propre à chaque pays.

Dériver au gré des vents financiers que souffle une pensée économique obtuse et entachée de graves lacunes, souvent préférée par des agences affichant de pitoyables résultats en termes d'anticipation et de diagnostic, est bien la dernière chose dont l'Europe ait besoin.

Il faut enrayer la marginalisation de la tradition démocratique européenne : c'est une nécessité impérieuse. On ne l'exagérera jamais assez. ■

Traduit de l'anglais par Julie Marcot

**La Grèce par Danziger**



« C'est la Grèce, monsieur. Ils veulent savoir si vous voulez acheter... – Acheter quoi ? – Acheter quoi ?... La Grèce. » Dessin de Danziger paru aux Etats-Unis. CARTOONS.COURRIERINTERNATIONAL.COM